



**Lieu d'affectation : Maroc**  
**Statut : National**  
**Clôture des candidatures : 15/08/2025**  
**Entrée en fonction : 01/09/2025**

## **CONSEILLER.E JURIDIQUE (H/F)**

### **1. Contexte**

#### **L'organisation**

Avocats Sans Frontières (ASF) est une ONG internationale de développement créée en 1992 et dont le siège est à Bruxelles. ASF est experte dans le secteur de l'accès à la justice. Son objectif principal est de contribuer à la réalisation d'une société juste et équitable, dans laquelle le droit est au service des groupes les plus vulnérables.

ASF est engagée sur plusieurs axes d'intervention (accès à la justice, justice pénale internationale, lutte contre la torture, promotion des droits économiques et sociaux, défense des droits civils et politiques, soutien et protection des défenseurs des droits humains, etc.) et dispose de missions permanentes au Burundi, en Ouganda, en République Démocratique du Congo, au Maroc, en Tunisie, au Tchad et en République centrafricaine.

#### **ASF au Maroc**

Au Maroc, Avocats Sans Frontières vise à promouvoir l'accès à la justice et à garantir la protection des droits humains notamment des personnes en situation de vulnérabilité. Plus précisément, ASF cherche à renforcer le pouvoir d'agir des justiciables en mettant en place des services d'aide légale accessibles, à permettre une prise en charge de qualité par les acteurs de l'aide légale et à effectuer un plaidoyer pour un environnement juridique respectueux des standards nationaux et internationaux.

Au niveau de la stratégie d'intervention, et pour atteindre les objectifs spécifiques de chaque projet, ASF déploie des actions réparties sur trois axes étroitement liés : 1) le renforcement de capacités 2) la provision de services d'aide juridique 3) le plaidoyer à travers des rencontres, des coalitions, des publications et avis juridiques.

ASF au Maroc recrute « un.e conseiller.e juridique » qui, dans le cadre de la coordination des projets, est en charge d'apporter un appui technique et de renforcer les capacités de l'équipe de coordinateurs/-rices de projets. Le/la conseiller.e sera également chargé.e de l'animation du réseau d'avocats d'ASF.

## 2. Objectifs principaux du poste

Le/La conseiller.e technique travaille sous la supervision directe de la Directrice Pays. Il/elle est en charge de renforcer la qualité technique des activités à travers des conseils et d'un soutien juridique aux coordinateurs-rices de projets. Il/Elle peut également être amené à superviser certaines recherches et interventions juridiques particulièrement complexes à la demande de son superviseur (DP).

## 3. Responsabilités & tâches

- S'assure de la qualité des analyses, des recherches, des interventions juridiques ponctuelles et la rédaction des documents juridiques et contribue activement au positionnement d'ASF à l'égard d'enjeux de fond liés à sa mission.
- S'assure de la qualité technique des interventions (au niveau de l'expertise juridique, de la conception et de l'animation de formations), au regard des résultats et des indicateurs définis dans les propositions de projet.
- Assure la coordination de la mobilisation des avocats et à l'harmonisation des pratiques (ateliers d'échange de bonnes pratiques, élaboration de stratégies de défenses) et des méthodologies des actions menées avec les avocats (conseil juridique, assistance judiciaire, collecte de données).
- L'identification des cas et des affaires susceptibles de faire l'objet d'un litige stratégique.
- Assure une veille juridique en matière de droits (propositions de loi...) et informe l'équipe.
- Appuie l'identification des besoins en ressources externes d'ASF et de leur sélection.
- En coordination avec le responsable suivi/évaluation, analyse les données de suivi et évaluation et les utilise comme base pour appuyer les coordonnateurs-rices de projet et les réorienter quand nécessaire.
- Appuie à la mise en œuvre de la politique partenariale d'ASF.
- Propose de nouvelles thématiques et contribue au développement de nouveaux projets.
- Conseille et assiste l'organisation dans la mise en conformité et la résolution de problèmes juridiques et administratifs.

## 4. Conditions d'éligibilité :

- Exerce la profession d'avocat depuis au moins 5 ans.
- Connaissance du monde associatif au Maroc.
- Connaissance des techniques de renforcement de capacités.
- Bien connaître le droit en matière de procédure civile et de procédure pénale.
- Maîtrise des mécanismes régionaux et internationaux de saisie.
- Excellente maîtrise de l'arabe et du français à l'écrit et à l'oral, dans un contexte professionnel.

## 5. Conditions

- Lieu de travail : Rabat.
- Type de contrat : Contrat de consultance (cabinet ou individuel).

### Processus

Pour postuler, les candidat.e.s intéressé.e.s doivent envoyer leur CV et leur lettre de motivation au plus tard le **15/08/2025**, par mail à [Mar-job@asf.be](mailto:Mar-job@asf.be).

**IMPORTANT** : mettre en objet du mail : ASF-Conseiller.e Juridique Maroc